

N° DP 24/119

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DES PARCELLES SISES À SIX-FOURS-LES-PLAGES AVENUE VINCENT PICAREAU CADASTRÉES AH1205 AH1207 AH1208 AH1210 AH1211 AH1213 AH1215

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages (83140),

VU la fiche d'alignement établie par la commune de Six-Fours-les-Plages (83140) le 15 décembre 2017,

VU le permis de construire n° PC 083 129 17 00129 délivré par la Commune de Six-Fours-les-Plages (83140) le 02 mars 2018 à la SAS URBAT PROMOTION représentée par Monsieur Olivier DUBROU,

VU le transfert de permis de construire n° PC 083 129 17 00129 T01 délivré par la Commune de Six-Fours-les-Plages (83140) le 12 juillet 2018 à la SCCV AVENUE VINCENT PICAREAU SIX-FOURS-LES-PLAGES représentée par Madame Sylvie GAUTIER,

VU le projet d'aménagement du parking Vincent Picareau et de ses abords,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral enregistré sous le numéro 8659J en date du 16 juin 2023,

VU le Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Spéciale de la copropriété CŒUR SIX-FOURS en date du 31 janvier 2024 et notamment la résolution n°6,

CONSIDERANT que la Métropole exerce de plein droit, conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie,

CONSIDERANT que conformément au permis de construire n° PC 083 129 17 00129, les parcelles sises avenue Vincent Picareau à Six-Fours-les-Plages (83140) cadastrées section AH n°1205, AH n° 1207, AH n°1208, AH n°1210, AH n°1211, AH n°1213 et AH n°1215 sont concernées par une servitude d'alignement afin de créer une largeur suffisante de voie pour assurer la sécurité des usagers,

CONSIDERANT que le projet d'aménagement du parking Vincent Picareau englobe les parcelles cadastrées section AH n°1205, AH n° 1207, AH n°1208, AH n°1210, AH n°1211, AH n°1213 et AH n°1215 sises avenue Vincent Picareau à Six-Fours-les-Plages (83140),

CONSIDERANT que les biens immobiliers cadastrés à Six-Fours-les-Plages (83140) AH n°1205, AH n° 1207, AH n°1208, AH n°1210, AH n°1211, AH n°1213 et AH n°1215 d'une superficie totale de 209 m², objets de l'acquisition, présentent un intérêt certain pour la réalisation d'une opération d'intérêt général permettant de procéder à l'aménagement considéré,

CONSIDERANT que les parties sont d'accord sur le principe de la cession de l'ensemble de ces parcelles pour le montant symbolique de 1€, non recouvrable, au titre de l'indemnité d'acquisition amiable,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ACQUERIR auprès de la copropriété CŒUR SIX FOURS représentée par le syndic de copropriété FONCIA ALCYON domicilié à La Seyne-sur-Mer pour un montant symbolique de 1€ (UN EURO), non recouvrable, les parcelles sises rue Vincent Picareau à Six-Fours-les-Plages (83140) et cadastrées section AH n°1205, AH n° 1207, AH n°1208, AH n°1210, AH n°1211, AH n°1213 et AH n°1215 d'une superficie totale de 209m².

ARTICLE 2

DE DESIGNER Maître Thibault MUGARRA-SELBERT, notaire à Six-Fours-les-Plages, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

ARTICLE 3

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires, et de payer tous les frais inhérents à cette acquisition.

ARTICLE 4

DE DIRE que tous les frais seront supportés sur le budget principal 2024 (ou suivant) opération n°61001 ANTSE Opérations voiries ex-communales, chapitre 21, fonction 844, article 2111 terrains nus.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **16 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1505 137 0 F



Six-Fours-Les-Plages, le 15 DEC. 2017

MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES

SERVICE FONCIER
M. Frédéric ROBERT
Poste : 492

SERVICE URBANISME
REÇU LE15 DEC. 2017
3363 SR

N/Réf. : JMF/LL/FR N°
P.J. : dossier et plan

FICHE D'ALIGNEMENT

Demande d'alignement : 273, Avenue Vincent Picareau

N° du dossier : PC 083 129 17 00129

Dossier suivi par : Mme Sonia REYMONENQ (instructeur)

Parcelles : AH n° 579, 580, 581, 774, 775, 776 et 777

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRETE DU
PERMIS DE CONSTRUIRE EN DATE DU :

- 2 MARS 2018

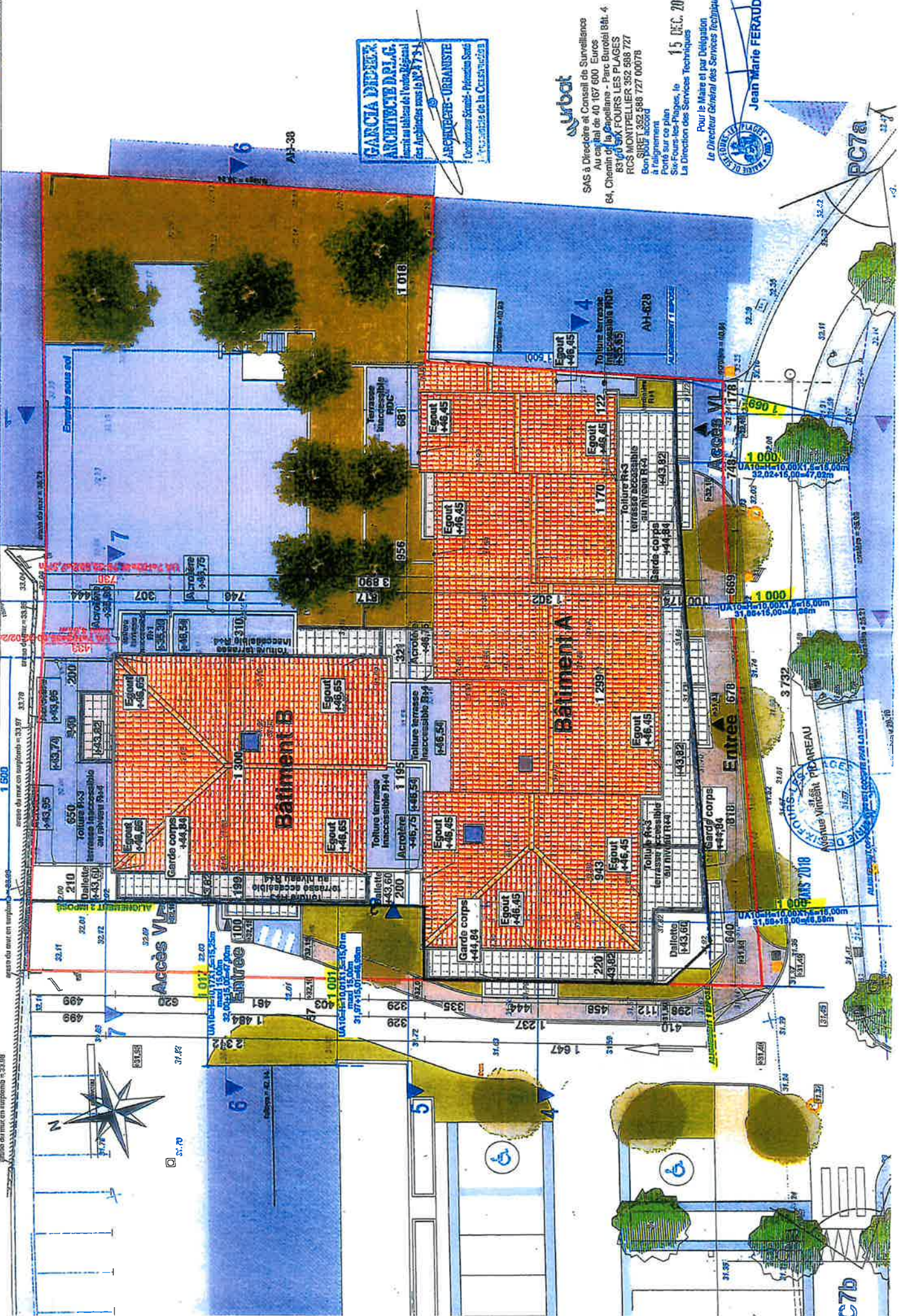
ETUDE D'ALIGNEMENT
Christien VIALATTE
Député Honoraire
Maire de Six-Fours-Les-Plages
Vice-Président de la Métropole
Toulon-Provence Méditerranée

Les parcelles citées ci-dessus sont grevées de deux servitudes d'alignement du bâti existant à l'ouest de la Place Vincent Picareau portant à 10 mètres l'avenue Vincent Picareau au droit du terrain et la seconde à l'Ouest du projet et sont reportés d'un trait vert sur le plan de masse ci-joint

La cession de terrain à régulariser sur le projet transmis, représente une superficie totale de (102 m² + 108 m²) soit 210 m².

Pour le Maire et par délégation,
M. Jean-Marie FERAUD
Directeur Général des Services Techniques





GARCIA DIDIER
ARCHITECTE DPLG
Inscrit au tableau de l'Ordre Régional
des Architectes sous le N° 2773-1
ARCHITECTE - URBANISTE
Coordonnées Sociales - Profession Santé
Indépendance de la Construction

urbat

SAS à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 40 167 600 Euros
64, Chemin de la Capellane - Parc Buroel Bat. 4
83140 SIX FOURS LES PLAGES
RCS MONTELLIER 352 588 727
Bon N° d'ordre
à l'alignement

15 DEC. 2017

Pour le Maire et par Délégation
Le Directeur Général des Services Techniques

Jean Marie FERAUD



PC2b

PC7a

PC7b

Demande déposée le 24/11/2017 et complétée les 6 et 21/12/2017		N° PC 083 129 17 00129	
Par :	SAS URBAT PROMOTION /Monsieur DUBROU Olivier		
Demeurant à :	64 Chemin de la Capellane Parc Burotel 83140 SIX FOURS LES PLAGES	Surface de plancher : Existante démolie :498m²	Surface Taxable : 4671m² 16 places de stationnement
Sur un terrain sis à :	273 Avenue Vincent Picareau 83140 SIX FOURS LES PLAGES AH 579, 580, 581, 774, 775, 776, 777 1807m²	Crée: 3046m² dont logements locatifs sociaux :1066m² et logements libres : 1980m²	
Nature des Travaux :	Construction d'un ensemble immobilier de 52 logements dont 17 logements locatifs sociaux et 35 libres répondant aux dispositions favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables après démolition des constructions existantes		

Monsieur le Maire de la Ville de Six Fours les Plages

VU la demande de permis de construire susvisée,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14351 en date du 10 avril 2015, mis en révision par délibération du Conseil Municipal n° 15093 en date du 08 novembre 2017 et en modification simplifiée par délibération du Conseil Municipal n° 15094 en date du 08 novembre 2017,

VU la situation du terrain en zone UA du PLU approuvé susvisé,

VU la délibération n° 12/05/95 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée en date du 24 mai 2012 instaurant la nouvelle PAC qui se substitue à partir du 1^{er} juillet 2012 à la Participation au Raccordement à l'Egout conformément à l'article 30 de la loi de finances rectificative 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012,

VU l'engagement de VAR HABITAT bailleur social de réaliser 17 logements locatifs sociaux dans l'opération objet de la demande en date du 21 décembre 2017,

VU l'avis d'ENEDIS en date du 27 décembre 2017

ARRETE

Article 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée conformément aux plans ci-annexés. Ledit permis est assorti des prescriptions et réserves énoncées aux articles ci-après.

Article 2 : TAXES D'URBANISME

Le projet est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

La présente autorisation est le fait générateur de taxes d'urbanisme. L'avis d'imposition correspondant sera transmis par le Trésor Public.

Article 3 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.

Les prescriptions émises par le Service des Eaux de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date 11 janvier 2018 et le Service Assainissement de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée en date du 29 décembre 2017 seront respectées (Cf : photocopies, ci-jointes).

Les prescriptions émises dans l'avis d'ENedis en date du 27 décembre 2017 seront respectées (Cf : photocopies, ci-jointes).

Les prescriptions émises dans l'avis du Service Collecte et gestions des Déchets de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 18 janvier 2018 seront respectées (Cf : photocopies, ci-jointes).

Article 4 : PRESCRIPTION ALIGNEMENT

Le terrain objet de la demande est grevé de deux servitudes d'alignement, l'une par rapport à l'alignement du bâti existant à l'Ouest de la Place Vincent Picareau portant à 10 mètres l'avenue Vincent Picareau et la seconde à l'Ouest du projet et sont reportées d'un trait sur le plan de masse joint.

La cession de terrain à régulariser représente une superficie totale d'environ ($102\text{m}^2 + 108\text{m}^2$) soit 210m^2 .

Article 5 : PRESCRIPTIONS ARCHITECTURALES

- les enduits devront être grattés ou frottés fin,
- les tuiles seront de type canal vieilles ou de teintes non vives,
- les gardes corps seront peints.

Article 6 : PRESCRIPTION DEMOLITION

En ce qui concerne la démolition des constructions existantes, l'attention du pétitionnaire est attirée sur ses obligations en matière de recherche avant démolition de présence d'amiante et de plomb tel qu'il résulte du décret N° 96.97 du 07 février 1996 et du décret N° 2006 . 1099 du 31 août 2006.

Article 7 : ISOLATION ACOUSTIQUE

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la construction envisagée, située dans une bande de 100m de large, comptée de part et d'autre de l'Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny (RD 559) classée voie bruyante de type 3 dans une bande de 100m de large et de la Rue République classée voie bruyante de type 4 dans une bande de 30m de large est soumise aux normes d'isolement acoustique, conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux du 7 juin 2000 et 18 mai 2001 définissant par leurs origines et leurs extrémités les différents tronçons portant classement sonore des infrastructures de transports terrestre relatif aux voies bruyantes interurbaines.

Les bâtiments à construire dans ces zones de bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 pris pour l'application de l'article L.111-11-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements et 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996.

Article 8 : INFORMATION PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a, par délibération en date du 24 mai 2012, instauré la P.A.C. qui s'est substituée à la P.R.E.. Cette participation est calculée selon les tarifs fixés à 15 euros le m² pour les logements d'habitation individuels et collectifs, à 9 euros le m² pour les bureaux, locaux commerciaux et à 80 euros par emplacement pour le camping, et selon la formule suivante : ... € le m² de surface de plancher x la surface de plancher. Ce montant est actualisé annuellement suivant les variations de l'indice TP10A.

Pour toutes questions sur cette participation, contacter le Service Communautaire d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée au 04.94.93.70.67 ou 04.94.93.70.76, l'adresse mail : assainissement@tpmed.org

Fait à Six Fours les Plages, le

- 2 MARS 2018



Jean-Sébastien VIALATTE

Député Honoraire

Maire de Six-Fours-Les-Plages

Vice-Président de la Métropole

Toulon Provence Méditerranée

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

« Votre projet fait partie des travaux de rénovation pour lesquels vous devez prendre en compte la réglementation thermique en application des dispositions des articles R 131-26 ou R 131-28 du CCH. Vous devrez justifier de la prise en compte de cette réglementation au moyen d'une attestation jointe à la DAACT au titre de l'article R 462-4-2 du Code de l'Urbanisme. »

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Demande reçue le 08/06/2018		N° PC 083 129 17 00129 T01	
Par :	SCCV AVENUE VINCENT PICAREAU SIX FOURS LES PLAGES / Mme GAUTIER Sylvie	Surface de plancher :	Surface taxable :
Demeurant à :	Immeuble Oxygène 1401 Avenue du Mondial 98 CS 68214 34965 MONTPELLIER CEDEX 2	Existante démolie : 498m ²	4671 m ² 16 places de stationnement
Sur un terrain sis à :	273 Avenue Vincent Picareau 83140 SIX FOURS LES PLAGES AH 579, 580, 581, 774, 775, 776 et 777 (1807 m ²)	Créée : 3046 m ² dont logements locatifs sociaux : 1066 m ²	
Nature des Travaux :	Construction d'un ensemble immobilier de 52 logements dont 17 logements locatifs sociaux et 35 libres répondant aux dispositions favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables après démolition des constructions existantes	Et logements libres : 1980 m ²	

Le Maire de la Ville de SIX FOURS LES PLAGES,

VU la demande de transfert de permis de construire susvisée,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses Articles L 421-1 et suivants, et R421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14351 en date du 10 avril 2015, modifié par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/03/91 en date du 27 mars 2018, mis en révision par délibération du Conseil Municipal n° 15093 en date du 08 novembre 2017 poursuivie par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/02/14 en date du 13 février 2018,

VU la situation du terrain en zone UA du PLU approuvé susvisé,

VU l'arrêté municipal n° 2714 du 10 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature,

VU le Permis de construire n° PC 083 129 17 00129 accordé le 02 mars 2018 à la SAS URBAT PROMOTION représentée par Monsieur DUBROU Olivier,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Permis de construire n° PC 083 129 17 00129, accordé à la SAS URBAT PROMOTION représentée par Monsieur DUBROU Olivier le 02 mars 2018, EST TRANSFERE à la SCCV AVENUE VINCENT PICAREAU SIX FOURS LES PLAGES représentée par Madame GAUTIER Sylvie.

ARTICLE 2 : Le présent transfert de permis de construire ne porte pas de modification du délai de validité du permis de construire initial dont les prescriptions et réserves demeurent valables.

Fait à SIX FOURS LES PLAGES, le 12 JUL. 2018


Pour le Maire
Le 1er Adjoint
Joseph MULE

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Foncier - Urbanisme.

Commune :
SIX FOURS LES PLAGES (129)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8659 J
Document vérifié et numéroté le 16/06/2023
A CDIF Toulon
Par Anne Lenoble
Technicien géomètre
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-ajugés (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à
Les propriétaires doivent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.

Modification selon les énonciations d'un acte à publier

Section : AH
Feuille(s) : 000 AH 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 16/06/2023
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage
dressé

Par Simon GORMAK (2)

Par le
Le
Simon GORMAK
Résidence Les Cinq Jards - RW 3
83330 LE BEAUSSET
Tél 04 94 88 61 91
N° de description 06592

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires doivent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la mise à jour.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité expropriante, etc.).



Procès-verbal de l'Assemblée Générale de la Copropriété

COEUR SIX FOURS

263-283 Av. Vincent Picareau

83140 SIX FOURS LES PLAGES

Les copropriétaires de l'immeuble **COEUR SIX FOURS**, sis 263-283 Av. Vincent Picareau - - 83140 SIX FOURS LES PLAGES, se sont réunis en Assemblée Générale le

Mercredi 31 Janvier 2024 à 11 heures

HOTEL BEST WESTERN
445 AVENUE DE L'EUROPE UNIE
83110 SANARY SUR MER

Sur convocation adressée par le syndic.

Il est dressé une feuille de présence signée par chaque copropriétaire entrant en séance. L'état des signatures, à cet instant, permet de constater

PRESENTS : 8 copropriétaires représentant 4804 sur 10000 tantièmes, soit :

BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey (202), DURAND Nicolas (219), EYMAR Emmanuel et Peggy (133), LANCHON Julien (134), LATIL Eric et Nathalie (202), OPH VAR HABITAT (3462), PIETRI Philippe et Guylaine (128), PSAILA Christian et Solange (324).

Dont :

Sur place: 3 copropriétaires représentant 3920 sur 10000 tantièmes, soit :

LANCHON Julien (134), OPH VAR HABITAT (3462), PSAILA Christian et Solange (324)

Votants par correspondance : 5 copropriétaires représentant 884 sur 10000 tantièmes, soit :

BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey (202), DURAND Nicolas (219), EYMAR Emmanuel et Peggy (133), LATIL Eric et Nathalie (202), PIETRI Philippe et Guylaine (128)

REPRESENTES : 7 copropriétaires représentant 1601 sur 10000 tantièmes, soit :

DE LA MATA (INDIVISION) (209) représenté(e) par LANCHON Julien, ESPOSITO Antony et Aurélie (198) représenté(e) par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU (241) représenté(e) par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie (137) représenté(e) par LANCHON Julien, PARINAUD Sylvain et Anne-Marie (233) représenté(e) par LANCHON Julien, QUERLEUX Christa-Catherine (356) représenté(e) par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude (227) représenté(e) par LANCHON Julien.

ABSENTS : 21 copropriétaires représentant 3595 sur 10000 tantièmes, soit :

ARQUE Guillaume (154), BERNARD/COZE Anne et Frédéric (136), BETRIX Doris (160), BOVERO Stéphane (134), CALURI Jacqueline (143), DALSTEIN/JEROME BLAIN (212), DUTOIT Sylvain et Maryse (146), FIGUE Georges (198), GARNIER Julien (233), GOETSCHER Arlette (207), HILAIRE Arnaud et Aurore (192), LACROUX Marie-Christine (135), LOUAULT Alain et Christiane (230), MARCHIANO Josiane (262), MAUFOUX/GADO David et Emily (140), OPALKA Christiane (150), PAPILLON Julien (219), PRENIERE Hugues (127), SANCHEZ Mélanie (161), TELLIER Nicolas et Aurélie (130), ZERBIB/COMBE Serge et Catherin (126).

Point 01 : Election du Président de séance

L'Assemblée Générale nomme en qualité de Président de séance **M. PSAILA**

Résultat du vote :

- **Ont voté 'Pour' :** 14 votants soit 6272 tantièmes.
BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey(202), DE LA MATA (INDIVISION)(209) représenté par LANCHON Julien, DURAND Nicolas(219), ESPOSITO Antony et Aurélie(198) représenté par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU(241) représenté par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie(137) représenté par LANCHON Julien, LANCHON Julien(134), LATIL Eric et Nathalie(202), OPH VAR HABITAT(3462), PARINAUD Sylvain et Anne-Marie(233) représenté par LANCHON Julien, PIETRI Philippe et Guylaine(128), PSAILA Christian et Solange(324), QUERLEUX Christa-Catherine(356) représenté par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude(227) représenté par LANCHON Julien.
- **A voté 'Contre' :** néant.
- **S'est abstenu :** 1 votant soit 133 tantièmes.
EYMAR Emmanuel et Peggy(133).

La résolution est adoptée (6272/6272 en voix). (Article 24)

Point 02 : Election du premier scrutateur

L'Assemblée Générale nomme en qualité de Scrutateur **MME NEWTON représentant l'OPH VAR HABITAT.**

Résultat du vote :

- **Ont voté 'Pour' :** 14 votants soit 6272 tantièmes.
BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey(202), DE LA MATA (INDIVISION)(209) représenté par LANCHON Julien, DURAND Nicolas(219), ESPOSITO Antony et Aurélie(198) représenté par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU(241) représenté par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie(137) représenté par LANCHON Julien, LANCHON Julien(134), LATIL Eric et Nathalie(202), OPH VAR HABITAT(3462), PARINAUD Sylvain et Anne-Marie(233) représenté par LANCHON Julien, PIETRI Philippe et Guylaine(128), PSAILA Christian et Solange(324), QUERLEUX Christa-Catherine(356) représenté par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude(227) représenté par LANCHON Julien.
- **A voté 'Contre' :** néant.
- **S'est abstenu :** 1 votant soit 133 tantièmes.
EYMAR Emmanuel et Peggy(133).

La résolution est adoptée (6272/6272 en voix). (Article 24)

Point 03 : Election du second scrutateur

SANS OBJET

Point 04 : Nomination du Secrétaire de séance

L'Assemblée Générale nomme en qualité de Secrétaire de séance **Mme DULIO**

Le secrétaire de séance indique que les pouvoirs non nominatifs ont été remis

- Au président du conseil syndical
- A défaut au président de séance

Résultat du vote :

- **Ont voté 'Pour' :** 14 votants soit 6272 tantièmes.
BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey(202), DE LA MATA (INDIVISION)(209) représenté par LANCHON Julien, DURAND Nicolas(219), ESPOSITO Antony et Aurélie(198) représenté par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU(241) représenté par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie(137) représenté par LANCHON Julien, LANCHON Julien(134), LATIL Eric et Nathalie(202), OPH VAR HABITAT(3462), PARINAUD Sylvain et Anne-Marie(233) représenté par LANCHON Julien, PIETRI Philippe et Guylaine(128), PSAILA Christian et Solange(324), QUERLEUX Christa-Catherine(356) représenté par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude(227) représenté par LANCHON Julien.
- **A voté 'Contre' :** néant.
- **S'est abstenu :** 1 votant soit 133 tantièmes.
EYMAR Emmanuel et Peggy(133).

La résolution est adoptée (6272/6272 en voix). (Article 24)

Point 05 : Cession d'une partie commune à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

L'Assemblée Générale décide de rétrocéder conformément au Permis de Construire n° PC 083 129 17 00129 délivré le 05 mars 2018, les parcelles suivantes (selon le plan annexé à la convocation de la présente assemblée) à un prix de 1 euro symbolique, non recouvrable, au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dont l'ensemble des frais inhérents seront supportés par celle-ci.

L'Assemblée approuve l'état de répartition modificatif annexé à la convocation.

Résultat du vote :

- **Ont voté 'Pour' :** 14 votants soit 6272 tantièmes.
BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey(202), DE LA MATA (INDIVISION)(209) représenté par LANCHON Julien, DURAND Nicolas(219), ESPOSITO Antony et Aurélie(198) représenté par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU(241) représenté par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie(137) représenté par LANCHON Julien, LANCHON Julien(134), LATIL Eric et Nathalie(202), OPH VAR HABITAT(3462), PARINAUD Sylvain et Anne-Marie(233) représenté par LANCHON Julien, PIETRI Philippe et Guylaine(128), PSAILA Christian et Solange(324), QUERLEUX Christa-Catherine(356) représenté par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude(227) représenté par LANCHON Julien.
- **A voté 'Contre' :** néant.
- **S'est abstenu :** 1 votant soit 133 tantièmes.
EYMAR Emmanuel et Peggy(133).

Faute de majorité, la résolution n'est pas adoptée (14/36 en nombre et 6272/10000 en voix) mais donne lieu à un nouveau vote immédiat. (Article 26)

Point 06 : Cession d'une partie commune à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

L'Assemblée précise que les frais de syndic correspondant à la tenue de la présente AG seront également supportés par la métropole TPM

L'Assemblée Générale décide de rétrocéder conformément au Permis de Construire n° PC 083 129 17 00129 délivré le 05 mars 2018, les parcelles suivantes (selon le plan annexé à la convocation de la présente assemblée) à un prix de 1 euro symbolique, non recouvrable, au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dont l'ensemble des frais inhérents seront supportés par celle-ci.

L'Assemblée approuve l'état de répartition modificatif annexé à la convocation.

Résultat du vote :

- **Ont voté 'Pour' :** 10 votants soit 5521 tantièmes.
DE LA MATA (INDIVISION)(209) représenté par LANCHON Julien, ESPOSITO Antony et Aurélie(198) représenté par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU(241) représenté par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie(137) représenté par LANCHON Julien, LANCHON Julien(134), OPH VAR HABITAT(3462), PARINAUD Sylvain et Anne-Marie(233) représenté par LANCHON Julien, PSAILA Christian et Solange(324), QUERLEUX Christa-Catherine(356) représenté par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude(227) représenté par LANCHON Julien.
- **A voté 'Contre' :** néant.
- **S'est abstenu :** néant.

La résolution est adoptée (5521/10000 en voix). (Article 26-1 2e vote)

Point 07 : Habilitation donnée à l'étude notariale NOTASIX aux fins de régularisation de l'acte afférent à la rétrocession

L'Assemblée Générale autorise le syndic à confier à l'étude notariale NOTASIX sise à SIX FOURS LES PLAGES ainsi que tout collaborateur de ladite étude pour la régularisation de l'acte afférent à la rétrocession des parcelles.

Résultat du vote :

- **Ont voté 'Pour' :** 13 votants soit 6053 tantièmes.
BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey(202), DE LA MATA (INDIVISION)(209) représenté par LANCHON Julien, ESPOSITO Antony et Aurélie(198) représenté par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU(241) représenté par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie(137) représenté par LANCHON Julien, LANCHON Julien(134), LATIL Eric et Nathalie(202), OPH VAR HABITAT(3462), PARINAUD Sylvain et Anne-Marie(233) représenté par LANCHON Julien, PIETRI Philippe et Guylaine(128), PSAILA Christian et Solange(324), QUERLEUX Christa-Catherine(356) représenté par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude(227) représenté par LANCHON Julien.
- **A voté 'Contre' :** néant.
- **Se sont abstenus :** 2 votants soit 352 tantièmes.
DURAND Nicolas(219), EYMAR Emmanuel et Peggy(133).

La résolution est adoptée (6053/6053 en voix). (Article 24)

Point 08 : Mandat donné au syndic pour signer tous les actes devant notaire pour le compte du syndicat des copropriétaires concernant tous les actes afférents à cette vente et les modificatifs à l'Etat Descriptif de Division.

L'assemblée générale donne mandat au Syndic pour faire signer, devant notaire, tous les actes afférents à la rétrocession des parcelles.

Résultat du vote :

- **Ont voté 'Pour' :** 14 votants soit 6272 tantièmes.
BORGOGNO/MANELLA Joël-Audrey(202), DE LA MATA (INDIVISION)(209) représenté par LANCHON Julien, DURAND Nicolas(219), ESPOSITO Antony et Aurélie(198) représenté par PSAILA Christian et Solange, EWELYN(SCI) LOISEAU(241) représenté par PSAILA Christian et Solange, FREYDIER Lise-Marie(137) représenté par LANCHON Julien, LANCHON Julien(134), LATIL Eric et Nathalie(202), OPH VAR HABITAT(3462), PARINAUD Sylvain et Anne-Marie(233) représenté par LANCHON Julien, PIETRI Philippe et Guylaine(128), PSAILA Christian et Solange(324), QUERLEUX Christa-Catherine(356) représenté par PSAILA Christian et Solange, SCIRE Jean-Claude(227) représenté par LANCHON Julien.
- **A voté 'Contre' :** néant.
- **S'est abstenu :** 1 votant soit 133 tantièmes.
EYMAR Emmanuel et Peggy(133).

La résolution est adoptée (6272/6272 en voix). (Article 24)

L'ordre du jour étant débattu dans sa totalité, le(la) Président(e) lève la séance.

Il est 11:30

L'original du présent procès-verbal est conservé dans les Minutes et a été signé par le(a) Président(e), le(s) scrutateur(s) et le Secrétaire de séance.

Rappel des dispositions de l'article 42 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 :

« Les dispositions de l'article 2224 du code civil relatives au délai de prescription et à son point de départ sont applicables aux actions personnelles relatives à la copropriété entre copropriétaires ou entre un copropriétaire et le syndicat. »

« Les actions en contestation des décisions des assemblées générales doivent, à peine de déchéance, être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants dans un délai de deux mois à compter de la notification du procès-verbal d'assemblée. Cette notification est réalisée par le syndic dans le délai d'un mois à compter de la tenue de l'assemblée générale. »

« Sauf urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale en application des articles 25 et 26 de la présente loi est suspendue jusqu'à l'expiration du délai de deux mois mentionné au deuxième alinéa du présent article. »

« S'il est fait droit à une action contestant une décision d'assemblée générale portant modification de la répartition des charges, le tribunal de grande instance procède à la nouvelle répartition. Il en est de même en ce qui concerne les répartitions votées en application de l'article 30. »

Code de procédure civile - art. 32.1:

« Celui qui agit en justice de manière dilatoire ou abusive peut être condamné à une amende civile d'un maximum de 10 000 euros, sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient réclamés. »

Fait à SANARY SUR MER, le 31/01/2024

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINALE

